



Etat d'Urgence Sanitaire : Pas de régression sociale !

Nos organisations CGT, FSU et Solidaires ont été entendues ce mardi 31 mars par Madame la Préfète d'Eure-et-Loir quant à la nécessaire mise en sécurité de tou-te-s les travailleurs-euses d'Eure-et-Loir. Lors de cet échange, Madame la Préfète a été très claire : la priorité reste la protection des personnes. En conséquence, elle a précisé que toute activité ne pouvait se faire qu'à condition que la protection des personnels soit assurée et garantie par les employeurs publics comme privés.

Pourtant nous faisons le constat que de nombreux salariés sont encore exposés, insuffisamment protégés face au risque de contamination. Les travailleurs-euses sont en danger aujourd'hui dans les entreprises où les employeurs leurs demandent de venir travailler sans leur garantir les protections sanitaires recommandées. Même dans les hôpitaux les masques, les combinaisons manquent. A La Poste, comme dans tous les services et toutes les entreprises publiques, les travailleurs sont en danger. A l'Education Nationale, les travailleurs doivent pallier l'impréparation du ministère. Pour cela ils déploient des trésors d'inventivité et une énergie folle pour maintenir le lien avec leurs élèves. Nos anciens sont en danger dans les EHPAD où près de 1000 morts viennent d'être avoués par ce gouvernement qui avait camouflé les chiffres. Des millions de travailleurs pauvres ou abandonnés à domicile, sans ressources, sont menacés de la faim car les circuits parallèles de distribution de nourriture sont « en panne » ou retardés à cause du confinement qui s'éternise faute de masques et de dépistage.

Comme l'a reconnu la préfète, ceci est le produit d'une crise qui « vient percuter l'état de nos politiques publiques », mises à mal par plusieurs décennies de néolibéralisme. En mettant le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques, le néolibéralisme a réduit à peau de chagrin la capacité de nos États à répondre à des crises comme celle du Covid-19. Les nombreuses fermetures de lits et de services dans les hôpitaux en sont la plus visible et terrible conséquence, nos hôpitaux n'étant plus en capacité d'accueillir un afflux de patient en situation de crise.

Face à cette crise et ses conséquences économiques, la réponse financière de l'État doit être d'abord orientée vers tou-te-s les salarié-e-s qui en ont besoin, quel que soit le secteur d'activité, au lieu de gonfler les salaires des dirigeant-e-s ou de servir à verser des dividendes. Les politiques néolibérales ont affaibli considérablement les droits sociaux et le gouvernement ne doit pas profiter de cette crise pour aller encore plus loin, ainsi que le permettent les ordonnances prises dans le cadre de la loi d'urgence sanitaire. Il est urgent de rompre totalement avec ces politiques pour reconstruire ensemble un futur écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral.

Dans ce contexte, nos organisations exigent :

- **L'abrogation immédiate de toutes les ordonnances dérogeant au Code du travail et au droit de la fonction publique,**
- **la revalorisation des salaires, notamment de ceux des plus précaires (en grande majorité des femmes) qui sont aujourd'hui en première ligne pour assurer la continuité de la vie sociale et à la lutte contre la pandémie (santé, services d'urgence, sociaux et de sécurité, alimentation, transport, énergie, fabrication des masques, gel, médicaments),**
- **L'attribution immédiate de tous les moyens nécessaires pour assurer la protection effective des salarié-es qui travaillent dans les secteurs essentiels à la continuité de la vie sociale et à la lutte contre la pandémie,**
- **L'arrêt de toutes les activités non essentielles à la continuité de la vie sociale et à la lutte contre la pandémie.**

Nous appelons l'ensemble des jeunes, des salarié-e-s, des privé-e-s d'emplois comme des retraité-e-s à se mobiliser dès maintenant pour vaincre le virus mais aussi les politiques néolibérales qui ont mis à mal notre capacité à faire face à une épidémie.

Signez et faites signer la pétition

Plus Jamais ça, Préparons le jour d'après

#PlusJamaisCa, signons #PourLeJourDapres

<https://www.policat.org/p/8915>